



ARC ESSONNE

1, Rue Fernand RAYNAUD Z.A. Apport de Paris
91100 CORBEIL ESSONNES
Courriel : cdtae@wanadoo.fr
Tél / Fax : 01 60 88 23 37

Comité régional d'Ile de France
Affilié à la Fédération Française de tir à l'arc

Statuts du Comité Départemental de Tir à l'Arc de l'Essonne

Titre 1 - But et Composition

Article 1 - Objet - siège.

L'Association dite « Comité Départemental de Tir à l'Arc de l'Essonne » dont le sigle est C.D.T.A.E. a pour objet, sur le territoire du département de l'Essonne et en conformité avec les orientations de la Fédération Française de Tir à l'Arc (F.F.T.A.) :

D'organiser, diriger et développer la pratique du tir à l'Arc sous toutes ses formes par des réunions, des stages et des exercices de plein air ou en salle, ou en espace naturel étant entendu que la discipline du Tir à l'Arc qui consiste en l'utilisation d'un arc, d'une flèche, d'une cible, comprend également des disciplines connexes avec l'utilisation d'arcs classiques (dits recourbés), traditionnels (dit droits) ou à cames ou à poulies (dits composés), sur tout type de blason ou cible de fabrication bi ou tridimensionnelle.

De promouvoir, d'enseigner, d'organiser, de gérer la pratique du Tir à l'Arc ainsi que des activités sportives dans sa zone géographique,

De développer les actions sportives en faveur de la jeunesse,

D'aider à la formation de nouveaux groupements sportifs en favorisant et en propageant l'exercice du tir à l'arc.

De créer et d'organiser des concours et des compétitions départementales, ainsi que régionales, nationales ou internationales en concertation avec le Comité Régional Ile de France et la F.F.T.A.

Sa durée est illimitée.

Sa compétence s'étend sur le département de l'Essonne.

Elle a son siège 1, Rue Fernand Raynaud Z.A. Apport de paris 91100 CORBEIL-ESSONNES

il pourra être transféré par simple décision du Comité Directeur après ratification par la plus proche assemblée générale.

Elle contribue à la mise en œuvre de la politique de la F.F.T.A. ainsi qu'à l'application des décisions fédérales.

Elle reçoit délégation de la Fédération pour exercer ses missions dans le domaine des formations, des organisations, de la réglementation sportive, dans le respect des lois et règlements en vigueur et en parfaite harmonie avec le Comité Régional

L'exécution de ces missions s'entend dans le respect du cadre statutaire de la F.F.T.A. et du Comité Régional ainsi que des présents statuts.

La délégation peut lui être retirée par le Comité Directeur de la F.F.T.A. pour tout motif contraire aux intérêts de la Fédération.

Elle est administrée par un Comité Directeur dont le mode d'élection, le mode de fonctionnement et les pouvoirs sont définis au titre III des présents statuts

Le comité départemental de l'ESSONNE s'interdit toutes discussions ou manifestations quelconques présentant un caractère politique, confessionnel ou philosophique au cours des réunions qu'il organise

Article 2 - Composition.

Le Comité Départemental se compose de Groupements Sportifs: Compagnies, Clubs et Associations constitués dans les conditions prévues par le chapitre 2 du titre 1^{er} de la loi N°84-160 du 16 Juillet 1984 modifiée.

Le Comité Directeur du Comité Départemental peut admettre à titre individuel des membres donateurs, des membres bienfaiteurs et des membres d'honneur pour services rendus au Comité Départemental. Le titre de membre d'honneur confère le droit d'assister à l'assemblée générale sans avoir à acquitter le prix de la cotisation annuelle.

Article 3 - Adhésion.

3.1. Groupements Sportifs

Toute demande d'admission d'un groupement sportif ne peut être adressée qu'au Président du Comité Départemental qui la transmettra au Président du Comité Régional accompagnée des avis du Comité Directeur du Comité Départemental appelé à se prononcer sur cette admission.

L'admission ne sera effective qu'après accord de la Fédération Française de Tir à l'Arc et du Comité Régional d'Ile de France. Cet accord se traduit par l'attribution d'un numéro d'agrément délivré par la Fédération Française de Tir à l'Arc.

Cependant, l'admission au Comité Départemental ne peut être refusée à un groupement sportif constitué pour la pratique de l'une ou de toutes les disciplines comprises dans l'objet de ses statuts que s'il ne satisfait pas aux conditions mentionnées aux 1^{er} et 2^{ème} paragraphes du deuxième alinéa de l'article Premier du décret N°85-237 du 13 Février 1985 relatif à l'agrément des groupements sportifs, ou si l'organisation de ce groupement n'est pas compatible avec les présents Statuts.

Toute demande d'admission d'un groupement sportif comporte l'adhésion formelle et sans réserve aux statuts et règlements intérieurs de la Fédération, du Comité Régional et du Comité Départemental de Tir à l'Arc de l'Essonne.

Les groupements sportifs affiliés contribuent au fonctionnement du Comité Départemental par le paiement d'une cotisation dont le montant et les modalités sont fixés chaque année par l'assemblée générale.

Pour un groupement sportif, la qualité de membre du Comité Départemental s'acquiert par l'obtention d'un numéro d'affiliation à la Fédération Française de Tir à l'Arc.

La procédure d'affiliation d'un groupement sportif est mentionnée à l'article 4 des statuts de la F.F.T.A.

3.2. Licence

Toute personne désirant pratiquer le Tir à l'Arc au sein du Comité Départemental, et de ses associations membres, devra être licenciée à la F.F.T.A., quelle que soit la pratique envisagée. Les **conditions de** délivrance de licences et les obligations afférentes aux associations affiliées en matière de prises de licences sont définies à l'article 4 des statuts de la F.F.T.A.

Toute personne désirant accéder au Comité Directeur d'association relevant de la F.F.T.A. doit être licenciée dans l'association qu'elle administrera

Article 4 - Radiation –

La qualité de membre du Comité Départemental se perd par la démission qui, s'il s'agit d'une personne morale, doit être décidée dans les conditions prévues dans ses propres statuts, ou par radiation.

La radiation est prononcée par le conseil d'administration pour non paiement des cotisations ou pour tout autre motif grave. Elle ne peut intervenir que dans les conditions prévues par les alinéas deux et trois de l'article 6 des présents Statuts.

Article 5 - Sanctions.

Les sanctions disciplinaires applicables aux groupements sportifs affiliés et aux membres licenciés sont prononcées, conformément au règlement disciplinaire de la F.F.T.A., par un organisme de 1^{ère} instance dont la composition est fixée par le Comité Départemental selon le dit règlement disciplinaire ou par un organisme de 1^{er} instance de la Fédération. Toute décision disciplinaire de 1^{ère} instance peut être frappée d'un appel auprès de la F.F.T.A.:

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le conseil d'administration, sur proposition de la commission de discipline prévue à l'article 19 ci-après, dans les conditions et limites prévues au règlement intérieur.

Toute personne physique ou morale qui fait l'objet d'une procédure disciplinaire doit être à même de préparer sa défense. Elle doit ainsi être convoquée selon les dispositions réglementaires et peut se faire assister.

Article 6- Moyens d'action.

Les moyens d'action du comité départemental sont :

6.1- d'ordre administratif:

Il suscite, avec l'aide du comité régional et de la Fédération, la création et la mise en place de groupements sportifs de tir à l'arc sur son territoire. Il entretient au niveau départemental les relations avec les collectivités, les pouvoirs publics ainsi qu'avec tout organisme intéressé concernant notamment les règlements de sécurité et l'aménagement des aires réservées à la pratique du tir à l'arc dans les zones de loisir et de tourisme.

6.2- d'ordre pédagogique et technique:

Il organise des cours, des stages, des expositions ou participe à ceux-ci.

Il définit le contenu et les méthodes d'enseignement du tir à l'arc et des activités sportives associées conformément aux directives fédérales.

Il s'appuie entre autres sur tout document écrit ou audiovisuel produit par la Fédération sur l'enseignement du tir à l'arc.

6.3- d'ordre sportif:

Il organise ou contrôle l'organisation de concours, manifestations diverses et compétitions : épreuves de promotion ou sélection, championnats départementaux, concours ou championnats de niveau plus élevé, dans toutes les disciplines.

La commission sportive et la commission des arbitres prévues à l'article 19 ci-après, veillent à la bonne organisation et à l'exécution réglementaire des championnats et des épreuves de promotion ou de sélection.

Le comité départemental définit les critères de délivrance des titres départementaux en accord avec les directives fédérales et régionales.

6.4- d'ordre financier:

Il peut aider les groupements sportifs affiliés pour des opérations promotionnelles ou pour l'organisation de compétitions officielles.

Il peut participer aux frais engagés par les groupements sportifs affiliés ou par des athlètes sur proposition de la commission sportive et après accord du conseil d'administration

Titre II – Représentation Territoriale

Article 7- Comité départementaux.

7.1 Admission

Le ressort territorial du Comité Départemental correspond au département de l'Essonne
Les statuts du Comité Départemental devront être compatibles avec ceux de la Fédération ; ils sont rédigés conformément aux dispositions mentionnées dans les modèles de statuts diffusés par la Fédération.

7.2 Missions

Le Comité Départemental, en sa qualité d'organisme dit déconcentré, est chargé de représenter la Fédération dans son ressort territorial et d'assurer l'exécution des missions précisées dans les présents statuts ou par convention avec la Fédération.

7.3 Administration

Le Comité Départemental est administré par un Comité Directeur élu démocratiquement au scrutin majoritaire plurinominal.

Les candidats doivent répondre aux conditions mentionnées à l'article 10.2 des présents statuts.

Le mandat du Comité Directeur est de quatre années .

Le mandat des Comités Directeur expire au cours des six mois qui suivent les Jeux Olympiques d'Eté.

7.4 Représentants

La représentation des féminines, au sein des organes de direction, est assurée dans les conditions mentionnées à l'article 10.4.

7.5 Contrôle

Le Comité Départemental doit adresser chaque année à la Fédération et au Comité Régional dans un délai de 3 semaines, le compte rendu de son assemblée générale ainsi que les rapports annexés

Titre II - Assemblée Générale

Article 8- Composition.

8.0 L'assemblée générale du comité départemental se compose des représentants des groupements sportifs affiliés à la Fédération. La définition des représentants est indiquée à l'article 8.2

8.1 Répartition des pouvoirs

Les représentants des groupements sportifs affiliés disposent d'un nombre de déterminé en fonction du nombre de leurs licenciés indiqué sur le fichier fédéral à la fin de l'exercice précédent, et selon le barème mentionné à l'article 9.1.2. des statuts de la F.F.T.A.

Peuvent assister à l'assemblée générale du Comité Départemental, sur invitation du président et avec voix consultative, les membres d'honneur, donateurs ou bienfaiteurs, le Conseiller Technique Départemental, ou la personne faisant fonction.

L'assemblée générale du Comité Départemental est ouverte à tous les membres licenciés appartenant aux groupements sportifs affiliés du département, mais seuls les représentants de groupements sportifs participent aux votes.

8.2 Définition des représentants de groupements

Le représentant d'un groupement sportif pouvant prendre part aux votes à l'assemblée générale du Comité Départemental est le président de l'association affiliée.

Le président de l'Association affiliée est habilité à désigner (procuration) un suppléant, lui-même membre de l'association, en cas d'absence du président à l'assemblée générale du Comité Départemental.

Le Comité Départemental s'engage à contrôler la validité des pouvoirs et des procurations avant l'ouverture de son Assemblée Générale.

Article 9- Fonctionnement de l'Assemblée Générale.

L'assemblée générale est convoquée par le Président du Comité Départemental. Elle se réunit ordinairement au moins une fois par an à la date fixée par le Comité Directeur, date qui devra précéder la date de l'assemblée générale du Comité Régional, afin que soient notamment désignés par vote les délégués qui y représenteront les Groupements Sportifs du Comité départemental.

En outre, une ou plusieurs assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées dans l'intervalle de deux assemblées générales ordinaires par le conseil d'administration, ou par le tiers des membres licenciés du Comité Département, représentant le tiers des voix telles que définies à l'article 8.1 ci-dessus.

L'ordre du jour est fixé par le Comité Directeur et les convocations mentionnant cet ordre du jour sont adressées par le secrétaire au moins deux semaines avant la date prévue.

En cas de vote pour l'élection du Président et celle des membres du Comité Directeur, les délégués présents ou représentés doivent être porteurs d'au moins la moitié des pouvoirs votatifs. Si ce quota n'est pas atteint, une seconde assemblée est convoquée dans les 15 jours au cours de laquelle les élections se dérouleront sans conditions de quorum.

L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale du Comité Départemental. Elle entend chaque année les rapports sur la gestion et la situation morale et financière du département. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le projet de budget pour l'exercice suivant.

L'assemblée générale délibère exclusivement sur les questions portées à l'ordre du jour. Pour être portée à l'ordre du jour, toute question devra être transmise au président au moins deux semaines avant la date fixée de la prochaine assemblée générale.

Elle nomme une personne pour être vérificateur aux comptes de l'exercice suivant, ainsi qu'un suppléant en cas d'empêchement de la première d'être présente à l'assemblée générale.

Les votes de l'Assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Les procès verbaux de l'Assemblée Générale et les rapports financiers sont communiqués, chaque année, aux groupements sportifs affiliés à la Fédération par, la voie de bulletin officiel ou par circulaire.

Titre III - Administration

Article 10 - Composition du Conseil d'Administration, Election.

10.1 Administration

Le Comité Départemental est administré par un conseil d'administration appelé « Comité Directeur du Comité Départemental », de 16 membres.

Le Comité Directeur exerce toutes les attributions que les présents statuts ne confèrent pas à l'assemblée générale.

Les membres du Comité Directeur sont élus après les « Jeux Olympiques d'Eté » et de préférence avant l'assemblée générale électorale du Comité Régional, au scrutin secret par l'assemblée générale suivant les dispositions de l'article 8 et pour une durée de quatre ans.

Ils sont rééligibles.

10.2 Candidatures

Ne peuvent être élues au Comité Directeur que les personnes :

Possédant la licence délivrée dans le Comité Départemental

Ayant atteint l'âge de la majorité légale,

Jouissant de leurs droits civiques et politiques,

N'ayant pas fait l'objet de mesure disciplinaire par la Fédération ou les organismes de première instance : comité départemental, comité régional, pendant une période de cinq années précédant la date de l'assemblée générale.

10.3 Composition

Le Comité Directeur doit comprendre au moins :

Un Médecin possédant, de préférence, la spécialité de médecine sportive.

Un arbitre

10.4 Représentation des féminines

La représentation des féminines au Comité Directeur et au Bureau est assurée par l'obligation de leur attribuer au minimum un nombre de sièges proportionnel au nombre de licenciées éligibles, sur la base du fichier des licences au 31 août précédant l'assemblée générale électorale

Les représentations ci-dessus ne sont pas cumulatives.

10.5 Recevabilité

Les candidats aux élections du Comité Directeur devront faire acte de candidature par écrit auprès du Secrétaire du Comité Départemental au plus tard un mois avant la date des élections.

Leur candidature pourra être présentée par le Groupement Sportif affilié auquel ils appartiennent.

La liste des candidats sera diffusée auprès de tous les groupements sportifs affiliés au département quinze jours avant la date fixée de l'assemblée générale électorale. Elle sera affichée également dans la salle où se déroulera cette assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou plusieurs élus, il sera procédé à une élection partielle lors de la prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 11 - Censure du Conseil d'Administration.

11.1 Mandat du Comité Directeur

L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après.

- L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers des membres licenciés du département représentant le tiers des voix.

- Les deux tiers des groupements sportifs affiliés au comité départemental doivent être présents ou représentés et comporter les deux tiers des pouvoirs votatifs.

- La révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des pouvoirs votatifs présents ou représentés.

- La réunion de cette assemblée générale et le vote auront lieu quinze jours au moins et deux mois au plus après le dépôt de la motion au siège social du Comité Département. Son adoption au scrutin secret et dans les conditions ci-dessus entraîne la démission immédiate du Comité Directeur et le recours à de nouvelles élections en assemblée générale dans un délai maximum de deux mois.

11.2 Mandat d'un Administrateur

La révocation d'un membre du Comité Directeur intervient dans les mêmes conditions que celles mentionnées dans l'article 11.1.2.3. et 1^{er} alinéa du 4

Article 12 Perte de la qualité de membre du Comité Directeur – Vacance

La perte de qualité de membre du Comité Directeur est prononcée dans les cas suivants

Par la Démission.

Trois séances consécutives du conseil, sans excuse valable, aux réunions du Comité Directeur

Non-renouvellement de la licence constaté au 1^{er} janvier

Les postes vacants au Comité Directeur avant l'expiration du mandat, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus lors de l'Assemblée générale suivante au scrutin majoritaire uninominal ou plurinominal à un tour.

Article 13 - Fonctionnement du Conseil d'Administration.

Le Comité Directeur se réunit au moins deux fois par an. Il est convoqué par le Président Le Comité ne délibère que sur les questions portées à l'ordre du jour et que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Seuls les membres élus du Comité Directeur peuvent siéger à ses réunions.

Le conseiller technique départemental, ou la personne faisant fonction, peut y assister sur invitation du Président et avec voix consultative. Le Comité Directeur peut inviter toute personne de son choix à assister à ses délibérations avec voix consultative.

Au cours des délibérations du Comité Directeur, les votes par procuration sont admis et les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Les procès verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Article 14 - Frais.

Les membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Le Comité Directeur fixe le montant du remboursement des frais, le trésorier exerce le contrôle des justifications présentées à l'appui des demandes de remboursement. En cas de litige, le Bureau statue hors de la présence des intéressés.

Article 15 - Election du Président

Dès l'élection du Comité Directeur, l'assemblée générale élit le Président du Comité Départemental.

Le président est choisi parmi les membres du Comité Directeur sur proposition de celui-ci. Il est élu au bulletin secret prévues à l'alinéa 4 de l'Article 9 des présents statuts.

Le mandat du président prend fin avec celui des membres du comité directeur chaque année olympique.

Article 16 - Election du Bureau

Après l'élection du président par l'assemblée générale, le Comité Directeur élit en son sein au bulletin secret, un bureau dont la composition est fixée par le règlement intérieur et qui comprend au moins un Secrétaire Général et un trésorier.

Toutefois, en cas de vacance ou pour tout autre motif, le président peut proposer une nouvelle composition du bureau au Comité Directeur parmi les membres de ce Comité qui procède alors à son élection dans les conditions fixées ci-dessus. Le mandat du Bureau prend fin avec celui du Comité Directeur.

Le Bureau se réunit Au minimum 5 fois par an, il est convoqué par le Président du Comité Départemental. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par la moitié au moins de ses membres

Le bureau ne délibère valablement que si la moitié de ses membres est présente.

Les Cadres Techniques fonctionnaires de l'Etat et Agents rétribués par la Fédération ou du Comité Régional ou Départemental peuvent assister aux séances du Bureau s'ils y sont autorisés par le Président.

Article 17 - Rôle du président.

Le président du comité départemental préside les assemblées générales, le Comité Directeur et le bureau, Il ordonnance les dépenses, Il représente le Comité Départemental dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur ou par écrit, en précisant le domaine de ses délégations. Toutefois la représentation du Comité Départemental en justice ne peut être assurée, à défaut du Président; que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

Article 18 - Remplacement du président.

En cas de vacance du poste de président, pour quelque cause que se soit, les fonctions de président sont exercées provisoirement par un membre du Bureau élu au scrutin secret par le Comité Directeur

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir complète le Comité Directeur, l'assemblée générale élit un nouveau Président pour la durée restante du mandat de son prédécesseur.

Article 19 - Commissions.

Le Comité Directeur institue des commissions dont la mise en place est recommandée par la Fédération ou reconnue nécessaire par le Comité Départemental.

C'est ainsi que sont instituées:

- La commission sportive ;
- La commission formation ;
- La commission jeunes ;
- La commission arbitres ;
- La commission de discipline ;
- La commission nature ;
- La commission développement.

Cette liste n'est pas limitative.

La composition et le fonctionnement des commissions sont prévus par le règlement intérieur, ou par défaut par le Comité Directeur.

Le Comité Directeur désigne parmi ses membres le président de chacune des commissions.

Le Président du comité départemental est membre de plein droit de chacune des commissions.

Celles-ci peuvent comporter un ou plusieurs membres licenciés à la Fédération ne faisant pas partie du comité Directeur. Pour des impératifs particuliers (compétences dans les domaines sportif, médical, administratif ou de la sécurité par exemple, et sans que cette liste soit limitative), une personne non licenciée peut faire partie d'une commission après accord du comité Directeur

Le Comité Directeur peut décider la création d'une commission temporaire afin de réaliser une tâche ou une mission particulière pour décharger le comité Directeur ou ses commissions habituellement habilitées.

Titre IV - Ressources Annuelles

Article 20 - Ressources.

Les ressources annuelles du Comité départemental comprennent:

Les cotisations de ses membres.

Les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

Toute autre donation, subvention, ressource, produit autorisé par la loi en ce qui concerne les associations type loi 1901.

Les aides conventionnelles attribuées par la F.F.T.A . dans le cadre des missions déclinées par la politique fédérale.

Article 21 - Cotisations des membres affiliés- Remboursements.

Le montant des cotisations liés à la licence fédérale (lorsqu'il n'est pas fixé par la F.F.T.A.) est fixé chaque année par l'assemblée générale sur proposition du Comité Directeur.

Le montant des cotisations, ainsi que le montant des droits d'entrée dus par les groupements sportifs affiliés sont fixés chaque année par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur.

Le Comité Directeur fixe le montant des remboursements des frais de déplacement dans le cadre des missions faites pour le comité départemental avec l'accord de son président.

Le Comité Directeur conseille le montant des mises pour la participation aux concours officiels organisés dans le département et inscrits au calendrier fédéral.

Article 22 - Comptes.

La comptabilité du comité départemental est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur. Cette comptabilité fait apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et le bilan associé.

Une comptabilité spéciale pourra être mise en place, à la demande de la Fédération, à l'occasion de manifestations importantes confiées au comité départemental par celle-ci.

Titre V - Modification des Statuts et Dissolution

Article 23 - Modification.

Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale, dans les conditions prévues au présent article, sur proposition du Comité Directeur ou sur proposition du dixième des membres licenciés du comité départemental et représentant le dixième des pouvoirs votatifs.

Dans l'un ou l'autre cas, la convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modification, est adressée aux groupements sportifs affiliés, trois semaines au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée générale.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins des groupements affiliés au comité départemental représentant au moins la moitié des pouvoirs votatifs, sont présent ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, les groupements sportifs affiliés sont convoqués de nouveau en assemblée générale sur le même ordre du jour. La convocation leur est adressée quinze jours avant la nouvelle date fixée pour la réunion. L'assemblée statue alors sans condition de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des pouvoirs votatifs présents ou représentés, réunissant au moins les deux tiers des pouvoirs votatifs.

Article 24 - Dissolution.

La dissolution du comité départemental ne peut être prononcée que par une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet.

Elle se prononce dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 22 ci-dessus.

Article 25 - Liquidation.

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation et de la dévolution des biens du comité départemental.

Article 26 - Notification.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives à la modification des statuts, à la dissolution du comité départemental, à la liquidation et à la dévolution de ses biens sont adressées sans délai à la sous-préfecture de Palaiseau, au Comité Régional d'Ile de France, à la Fédération Française de Tir à l'Arc ainsi qu'à la Direction Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative.

Titre VI - Surveillance et Règlement intérieur

Article 27 - Transmission.

Le président du comité départemental, ou son délégué, fait connaître dans les trois mois à la sous-préfecture tous les changements intervenus dans la direction du comité départemental.

Les comptes rendus des assemblées générales du comité départemental sont adressés à la Fédération, à la Direction Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative, ainsi qu'à chacun des groupements sportifs qui le composent.

Article 28 - Règlement Intérieur.

Le règlement intérieur est préparé par le Comité Directeur et approuvé par l'assemblée générale.

Le règlement intérieur ainsi que les modifications apportées sont communiqués à la Fédération Française de Tir à l'Arc, au Comité Régional d'Ile de France et à la Direction Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative, ainsi qu'à tous les groupements sportifs affiliés.

Les présents statuts ont été adoptés lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à Corbeil Essonne le :

Le Président:
Maurice LANGRY

Le Secrétaire:
Florent BAUDERE